

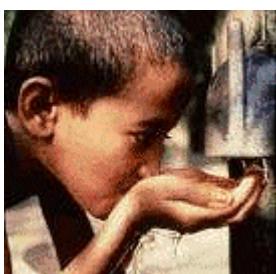
Action urgente de l'ISP pour soutenir la grève du secteur public en Afrique du Sud



Les syndicats des services publics en Afrique du Sud ont décrété une grève générale le 1er juin suite à l'échec des négociations avec le gouvernement. Les syndicats exigent une augmentation de salaire de 10 pour cent (à l'origine, de 12 pour cent), alors que le gouvernement ne propose qu'une augmentation éventuelle de 7,25 pour cent. En attendant, l'augmentation de salaire de 57% proposée pour le Président et de 37% pour les membres du Parlement a porté la désillusion du syndicat à son comble. Le gouvernement a riposté à la grève en envoyant des lettres de congé à plus de 600 travailleurs des « services essentiels », en

majorité des travailleurs/euses du secteur de la santé, et il a menacé de geler les salaires de beaucoup d'autres. Le gouvernement a également déployé les forces de police et de sécurité pour essayer de contenir le mouvement de grève. De nombreux autres travailleurs du secteur public, y compris les travailleurs municipaux et ceux du secteur des transports, ont rejoint la grève à l'occasion d'une journée d'action le mercredi 13 juin. L'ISP a lancé un appel d'action urgente à ses affiliés leur demandant d'être solidaires des travailleurs du secteur public en Afrique du Sud en envoyant des lettres de protestation au gouvernement sud-africain exigeant la réintégration des travailleurs licenciés et la vraie reprise des négociations. L'ISP a également demandé d'envoyer des messages de soutien à ses affiliés en Afrique du Sud. Pour plus d'information, veuillez consulter : www.world-psi.org/urgentaction

Appel mondial à l'action contre la pauvreté : Journées d'actions pour l'élimination de la pauvreté



Deux journées d'actions ont été organisées pour l'élimination de la pauvreté, le 7 juillet (07.07.07) et le 17 octobre. Les syndicats peuvent ainsi profiter de ces journées pour mettre en avant la nécessité d'avoir des services publics de qualité, un facteur essentiel pour l'élimination de la pauvreté. L'ISP appelle ses affiliés, ainsi que de nombreuses ONG, à l'action et à un engagement soutenu pour éradiquer la pauvreté.

L'année 2007 (et plus précisément la date du 07.07.07) se situe à mi-chemin dans le calendrier des actions prévues pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement. C'est l'occasion rêvée, pour la société civile, de rappeler aux dirigeants du monde les promesses qu'ils ont faites il y a sept ans, et leur dire aussi qu'il convient d'aller au-delà de ces promesses pour éliminer la pauvreté et promouvoir le développement durable. A cette occasion, l'ISP souhaite attirer l'attention sur sa campagne visant à promouvoir l'eau comme service public et droit humain en lançant sa nouvelle publication [L'eau, un service public](#). Pour plus d'information, veuillez consulter le site suivant: [cliquer ici](#).

96^e Conférence de l'OIT



L'ISP, représentée par Nora Wintour, Secrétaire générale adjointe, s'est exprimée lors de la session plénière de la 96^e Conférence de l'OIT le 14 juin.

Nora Wintour a fait part de l'inquiétude de l'ISP au sujet du grand nombre de plaintes concernant des violations graves de droits syndicaux et la répression exercée à l'encontre de responsables syndicaux du service public. Elle a souligné en particulier les cas de la Corée, de la Colombie, de la Caroline du Nord (Etat-Unis), de l'Algérie et du Mozambique, et a exigé que l'OIT maintienne les mêmes niveaux de ressources dans les

domaines prioritaires du secteur des normes internationales du travail et des mécanismes de contrôle de l'OIT.

L'ISP a également pris connaissance, avec regret, de la participation limitée des syndicats au prochain Forum mondial sur la migration et le développement organisé par le gouvernement belge à Bruxelles. Le renforcement du rôle de l'OIT au sein de ce forum permettrait de traiter la question de la migration économique dans le cadre des normes internationales du travail et des droits humains.

L'ISP soutient le rôle essentiel des services publics pour le développement durable et se réjouit de pouvoir poursuivre sa collaboration avec l'OIT en vue de réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement.

Un jugement de la Cour suprême du Canada stipule que les droits syndicaux sont des droits humains



Une décision, adoptée en 2002 par le gouvernement libéral du Premier ministre de la Colombie-Britannique, M. Gordon Campbell, consistant à annuler arbitrairement les contrats de milliers de travailleurs/euses du secteur public de la santé et permettant des licenciements massifs en dehors du processus de négociation collective, a été rejetée par la

Cour suprême du Canada. La Cour a jugé que plusieurs sections de la législation de la Colombie-Britannique violaient l'article 2 de la Charte canadienne des droits et libertés, qui protège la liberté d'association. Ce jugement signifie que plus de 8.000 travailleurs du secteur de la santé pourraient retrouver leur travail. Ainsi, le gouvernement de la Colombie-Britannique pourrait-il également faire face à l'obligation de payer une compensation de près d'un milliard de dollars pour abroger la Loi 29, qui a permis de licencier des travailleurs ayant des contrats en règle pour les remplacer par des travailleurs moins payés et moins qualifiés. L'audition reflétait les recommandations du Comité de la liberté syndicale de l'OIT.

L'affilié de l'ISP, NUPGE (National Union of Public and General Employees), est satisfait de constater que de nombreux extraits du jugement font écho aux messages importants de sa campagne en faveur des droits syndicaux et des droits humains. James Clancy, Président de NUPGE, a déclaré: «C'est une très grande victoire pour les travailleurs de tout le Canada, car elle ne s'applique pas seulement à la Colombie-Britannique, mais à tous les gouvernements, à quelque niveau que ce soit. C'est pourquoi nous nous attendons à ce que tous les gouvernements respectent à la fois l'esprit et la lettre de ce jugement.» L'affaire a été déclenchée par un groupe d'organisations syndicales de Colombie-Britannique, parmi lesquelles le BCGEU/NUPGE (B.C. Government and Service Employees' Union (BCGEU/NUPGE). Pour plus d'informations, veuillez vous référer au lien suivant: [cliquer ici](#)

Tchad: La répression syndicale augmente

07 juin - L'ISP suit de près l'évolution de la situation au Tchad et déplore la récente augmentation des faits de violence à l'encontre de syndicalistes. Les syndicats de la fonction publique sont en grève depuis un mois suite au refus du gouvernement d'ouvrir un vrai dialogue avec les syndicats. Dès le début de la grève, des travailleurs associés au mouvement ont fait l'objet de pressions, mais ce sont des faits de violence qui ont été enregistrés ces dernières heures. Le matin du 5 juin, à N'Djamena, la Bourse du Travail a été prise d'assaut par les forces de sécurité qui l'ont empêchée d'ouvrir ses portes.

L'ISP est également consternée d'apprendre que des mesures ont été prises empêchant la participation de M. Djibrine Assali, Secrétaire général de l'UST (Union des syndicats du Tchad), à la Conférence de l'Organisation internationale du Travail. Son passeport a en effet été confisqué le 27 mai dernier, alors qu'il s'apprêtait à prendre un vol pour se rendre à Genève.

L'ISP soutient son affilié et appelle le gouvernement du Tchad à engager sans délais des négociations sérieuses et un vrai dialogue social avec les syndicats en vue d'un prompt dénouement de cette crise.

Fonds de solidarité du Centenaire



Selon la décision du Conseil exécutif, un Fonds de solidarité du Centenaire a été créé en vue de fournir un soutien aux syndicats confrontés à de graves problèmes de violation des droits syndicaux ou humains et une aide humanitaire immédiate aux victimes de catastrophes naturelles.

Nous invitons tous les affiliés à contribuer à ce fonds à l'occasion des célébrations du Centenaire de l'ISP.

Hans Engelberts, Secrétaire général de l'ISP, a indiqué quant à lui qu'il préfère que les affiliés contribuent au Fonds de solidarité du Centenaire au lieu de lui offrir des cadeaux personnels pendant le Congrès.

Vous pouvez envoyer vos contributions à:

Compte No. 298 630 31.06.90-0 ó IBAN CH72 0844 0298 6303 1069 0
Internationale des Services Publics
Banque Coop
CP 3828
CH-1211 Genève 3
Suisse
Swift code: COOPCHBB

Pour faciliter l'identification des transferts destinés à ce fonds, nous vous prions de noter "100y fund" sur le document bancaire.

Le Forum mondial sur la Migration et le Développement

Du 10 au 11 juillet 2007, les représentants des gouvernements se rencontrent à Bruxelles pour participer au premier «Forum mondial sur les migrations et le développement». Le Forum mondial est issu du Dialogue de Haut Niveau des Nations Unies sur la migration et le développement qui s'est tenu en septembre 2006, mais il se caractérise par un processus indépendant des Nations Unies. Les syndicats et les organisations de défense des droits des migrants se disent très préoccupés par cette nouvelle tendance de consultation intergouvernementale sur la migration, en

dehors du cadre de la Charte des Nations Unies. La nouvelle tendance est de s'éloigner des engagements actuels pris dans les domaines des droits humains et des normes du travail, tout en essayant de mettre sur pied des mesures de politique et de coopération multilatérale sur la migration. L'ISP, en partenariat avec la CSI et les Syndicats mondiaux, se propose d'envoyer une délégation de représentant-e-s des syndicats à la Journée de la société civile du Forum mondial le 9 juillet. Dix représentants de la société civile seulement seront acceptés en tant qu'observateurs lors du Forum mondial. Afin de faire connaître leurs préoccupations au sujet d'un processus qui leur apparaît de plus en plus anti-démocratique et conduisant à l'exclusion, les syndicats et les ONG travaillant en faveur des droits des migrants organisent une conférence de presse en commun le premier jour du Forum mondial. Pour plus de renseignements sur le Forum mondial, veuillez consulter <http://www.gfmd-fmmd.org/>, et pour la Journée de la société civile, voir <http://www.gfmd-civil-society.org/index.html>.

La Guinée en route vers la démocratie



Suite aux récentes agitations en Guinée, la CSI a organisé une conférence syndicale avec les quatre centrales syndicales nationales sur le thème de la solidarité internationale et le développement durable. La conférence a eu lieu du 23 au 25 mai à Conakry. Le Premier ministre, M. Lansana Kouyaté, a présidé la séance d'ouverture, après quoi les 180 participants ont passé trois jours à participer à des ateliers et à débattre des questions suivantes: la démocratie, les droits humains et les syndicats (sous la conduite de Têko Kpodar, secrétaire régional de l'ISP pour l'Afrique et les Pays arabes). L'économie et le développement social, la gouvernance et les institutions figuraient également à l'ordre du jour. A l'issue de la

conférence, une feuille de route ainsi que les conclusions et les recommandations des travaux ont été remis aux autorités. Un appel a été aussi lancé à la communauté internationale pour qu'elle soutienne la Guinée dans le processus de transition paisible vers de vrais changements démocratiques permanents.

Photo: Têko Kpodar en discussion avec Guy Ryder, Secrétaire général de la CSI

Le dialogue social et la négociation collective dans la région interaméricaine

Les affiliés de l'ISP et les représentants des gouvernements d'Argentine, du Chili, de Colombie, d'Equateur, du Pérou et de l'Uruguay, ont participé à la seconde conférence régionale conjointe sur la promotion du dialogue social dans le secteur public. La réunion, dont le thème principal était la liberté syndicale, était organisée par le Bureau des activités pour les travailleurs de l'OIT (ACTRAV) et s'est déroulée au Chili du 15 au 17 mai. A l'issue de la réunion, les participants ont approuvé les décisions qui avaient été prises, telles que «promouvoir le travail décent dans le secteur public», «promouvoir le dialogue bipartite dans la région», et «promouvoir l'échange et la diffusion des bonnes pratiques de négociation». Ils se félicitèrent des avancées en matière de négociation collective en Uruguay et en Argentine ainsi que des progrès accomplis au Brésil et en Equateur. L'ISP a été saluée par les gouvernements et les syndicats pour sa participation active et la promotion de cette initiative interaméricaine. Si vous souhaitez recevoir une version complète des conclusions de la réunion, veuillez écrire à psiamerica@verizon.net.

Jeffrey Sachs au sujet de la Banque mondiale



Jeffrey Sachs, professeur d'économie et directeur du Earth Institute à l'Université Columbia, a récemment eu l'occasion de participer à des réunions de haut niveau entre des représentants

chinois et africains lors des assemblées de la Banque africaine de développement (BAD), organisées par la Chine à Shanghai. Les conseils donnés par les représentants chinois à leurs homologues africains étaient beaucoup plus concrets que ceux qu'ils reçoivent d'habitude de la Banque mondiale. Jeffrey Sachs a écrit un article illustrant ce qui ne va pas dans le fonctionnement de la Banque mondiale, en dehors de la présidence malheureuse de Paul Wolfowitz. Contrairement aux Chinois, la Banque mondiale a trop souvent perdu de vue les leçons les plus élémentaires du développement, préférant faire la leçon aux plus démunis et les obligeant à privatiser les infrastructures de base, au lieu d'aider les pauvres à investir dans des infrastructures et d'autres secteurs clés. Lisez cet article, disponible dans plusieurs langues, à l'adresse suivante : <http://www.project-syndicate.org/commentary/sachs129/French>

Le Forum du secteur public de l'ISP centré sur l'avenir des services publics



En novembre dernier, le Groupe directeur sur le secteur public a organisé un forum du secteur public centré sur l'avenir des services publics. Ce n'était pas un forum traditionnel avec des conférenciers invités, mais plutôt un atelier présentant aux participants le concept d'élaboration de scénarios futurs possibles, examinant les tendances probables ou importantes de différents aspects des services publics et déterminant ce que les syndicats peuvent ou doivent faire de sorte qu'un scénario souhaitable et réaliste puisse voir le jour. Le rapport émanant de ce forum est disponible sur le site de l'ISP en anglais, français, espagnol, allemand, suédois et japonais. Vous trouverez la version anglaise en cliquant sur:

- [Forum du secteur public de l'ISP sur l'avenir des services publics](#)

Le PSIRU propose un nouveau diplôme de Maîtrise en services publics



L'Unité de recherche internationale sur les services publics (PSIRU), financée par l'ISP et basée à l'Université de Greenwich, à Londres, propose à partir de septembre 2007 une nouvelle formation diplômante de niveau Maîtrise. Le personnel du PSIRU a élaboré le programme et assurera les enseignements principaux. Contrairement à d'autres formations, l'accent est mis sur les services publics et les questions concernant la privatisation. Les trois cours principaux traitent des matières suivantes: les politiques publiques et les services publics, l'interface entre le public et le privé, ainsi que l'emploi et la gestion dans les services publics. Des cours facultatifs seront également donnés sur l'Union européenne et les services publics, les partenariats entre le secteur public et le secteur privé, ainsi que sur les services publics. Tous les étudiants seront tenus de rédiger un mémoire, le diplôme décerné étant une Maîtrise en administration publique (Services publics). Pour de plus amples informations, veuillez vous référer au document ci-dessous. Pour tout autre renseignement, ou pour poser votre candidature au programme, prière de contacter Merlin Harries: pgoffice-business@gre.ac.uk.

[Cliquez ici pour le document \(Word\) en anglais.](#)

Pas de médaille «Droits des travailleurs» pour les Jeux olympiques



Un nouveau rapport intitulé «Pas de médaille "Droits des travailleurs" pour les Jeux olympiques», publié par la campagne PlayFair 2008, lève le voile sur des atteintes flagrantes aux normes fondamentales du travail par plusieurs usines chinoises accréditées pour fournir des marchandises pour les Jeux olympiques de Pékin. Les abus concernent les salaires versés à des adultes qui représentent la moitié du salaire minimum légal, ainsi que le recours à des enfants et des travailleurs forcés tenus de travailler 12 heures par jour et sept jours sur sept, dans des conditions insalubres et dangereuses. La liberté syndicale étant proscrite en Chine, les travailleurs ne disposent daucun moyen

effectif pour défendre leurs droits. Le Comité olympique international (COI) impose toute une série de conditions strictes aux entreprises accréditées, mais n'a pas inclus d'obligations liées au respect des normes fondamentales du travail. Les contrats de licence devraient générer environ 70 millions de dollars de recettes à l'occasion des Jeux olympiques de Pékin, soit 40% de plus que pour ceux de Sydney. Des bénéfices considérables sont par ailleurs attendus de la vente d'autres marchandises associées à l'olympiade. Le rapport est disponible à l'adresse suivante en anglais: http://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/playfair_2008.pdf.

Si vous ne souhaitez plus recevoir Flash ISP par courrier électronique, veuillez répondre à ce courrier en écrivant "unsubscribe" dans votre message. Vous pouvez aussi le distributer autour de vous, et nous envoyer vos commentaires: communications@world-psi.org.



International des Services Publics
www.world-psi.org communications@world-psi.org